

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46566

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Dieter BINGEN, *Die Polenpolitik der Bonner Republik von Adenauer bis Kohl 1949–1991*, Köln, Baden-Baden (Nomos) 1998, XIII–379 S. (Schriftenreihe des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und internationale Studien, 33).

Alors que le contentieux frontalier germano-polonais a défrayé la chronique des relations Est-Ouest pendant des décennies et que son règlement a été au cœur des négociations dites 2+4 sur les aspects extérieurs de l'unification allemande, on ne disposait pas d'une étude d'ensemble sur la politique menée par les gouvernements de la RFA vis-à-vis de la Pologne. Cette lacune a été comblée par la publication de la thèse de doctorat de Dieter Bingen qui est attaché en qualité de chercheur à l'Institut de politique internationale de Cologne (BIOST) et jouit d'une grande notoriété dans le milieu des analystes des problèmes de l'Europe centrale et orientale.

Son livre procède d'une recherche approfondie et retrace avec minutie les différentes étapes de la normalisation des relations entre la République fédérale d'Allemagne et la Pologne. Abordant son sujet sous l'angle de la science politique, il met en évidence le rôle majeur du chancelier dans la mise en œuvre de la politique suivie, procède à une estimation des facteurs endogènes et exogènes qui ont influé sur le processus de décision et souligne à juste titre le poids de l'opinion publique dans l'apurement du contentieux entre Bonn et Varsovie. Ainsi, le sort des millions d'Allemands qui avaient été expulsés des territoires situés à l'Est de la ligne Oder-Neiße ne pouvaient laisser indifférents les dirigeants de Bonn au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et l'objectif affiché de reconstituer l'unité de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 ne les inclinait guère à reconnaître les faits accomplis après la conférence de Potsdam. En revanche, la charte des expulsés (*Vertriebene*) adoptée à Stuttgart en 1950 prônait la réconciliation avec la Pologne et, dans les années 1960, les Églises chrétiennes et des groupes se réclamant de la tradition libérale ou social-démocrate se sont prononcés pour une reconnaissance du droit des Polonais de vivre en sécurité dans leur « nouvelle patrie ». Enfin, l'opinion dominante au sein de la CDU/CSU considérait que le tracé définitif des frontières ne pouvait être approuvé que par le « souverain panallemand » et les atermoiements du chancelier Kohl sur ce sujet pendant la phase ultime des négociations qui ont débouché sur l'unité allemande s'expliqueraient moins par un dessein révisionniste que par un excès de juridisme. Le grand mérite du livre de Bingen est de reconstituer le processus qui a permis de surmonter ces obstacles et de parvenir à un règlement global qui ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire des relations germano-polonaises.

Ce qui frappe d'emblée le lecteur c'est la continuité de la politique allemande vis-à-vis de la Pologne par delà les variations tactiques et le style de gouvernement propre aux chanceliers qui se sont succédés à Bonn depuis 1949. Ainsi, Konrad Adenauer privilégiait les relations avec l'Union soviétique et son souci majeur était de préserver la cohérence de la doctrine Hallstein qui limitait singulièrement sa marge de manœuvre dès lors qu'il s'agissait de normaliser les relations de la RFA avec ses voisins orientaux. Toutefois, après l'octobre polonais de 1956, il a assoupli sa politique mais les circonstances n'étaient pas favorables à un règlement d'ensemble. En analysant les tractations diplomatiques suscitées par la deuxième crise de Berlin, Bingen montre que le gouvernement fédéral était prêt à faire des concessions majeures sur la question des frontières et que les autorités polonaises avaient également modéré leurs prétentions dans l'espoir de normaliser leurs relations avec la RFA. En définitive, on s'en tint à une politique du « changement par le commerce » (*Wandel durch Handel*) symbolisée par l'ouverture d'une mission commerciale à Varsovie en 1963. Il faudra attendre l'accession au pouvoir du gouvernement de petite coalition à l'automne 1969 pour que les négociations en vue de la normalisation des relations politiques avec Varsovie débouchent sur un résultat tangible.

Même si le « réalisme visionnaire » de Willy Brandt a permis en 1969 de lever les hypothèques qui pesaient sur l'*Ostpolitik* et d'établir un *modus vivendi* avec la Pologne sur la base du traité de Varsovie du 7 décembre 1970, il n'en reste pas moins que c'est en prenant

appui sur la *Westpolitik* inaugurée par Konrad Adenauer que la percée a pu être réalisée. En outre, la question du tracé définitif des frontières de l'Allemagne unie n'était pas tranchée et les débats tumultueux auxquels donna lieu la ratification du traité de Varsovie n'étaient pas de nature à rassurer les Polonais sur la position qu'adopteraient les dirigeants de l'Allemagne unie puisqu'ils n'étaient pas liés juridiquement par les engagements contractés par le gouvernement de Bonn. Aussi l'établissement de relations diplomatiques entre la Pologne et la RFA ne fera-t-elle que clore un chapitre des relations polono-allemandes et laissera-t-elle ouverte des questions sensibles comme celles de l'indemnisation des victimes du nazisme et du droit à l'émigration des Polonais de souche allemande. Il appartiendra au chancelier Schmidt d'apporter une solution provisoire à ce problème en négociant avec M. Gierek en juillet/août 1975 un arrangement prévoyant une aide économique et financière à la Pologne en échange de l'autorisation donnée à des centaines de milliers de Polonais d'origine allemande de quitter leur pays.

Les développements consacrés aux relations germano-polonaises après l'émergence du mouvement *Solidarnosc* font clairement ressortir les limites d'une politique de normalisation qui n'avait d'égards que pour le pouvoir en place et négligeait l'opposition. Ainsi le chancelier Schmidt n'a pas pris ses distances par rapport au gouvernement Jaruzelski après la proclamation de «l'état de guerre» en décembre 1981 car son souci principal était de sauvegarder la «détente» et de ne pas fournir à l'Union soviétique le prétexte à une intervention en entretenant des relations trop étroites avec les contestataires du pouvoir établi. Mais en faisant le pari de la «libéralisation» par la stabilisation, il était conduit à faire preuve d'une complaisance extrême à l'égard de dirigeants dont la légitimité démocratique était douteuse et à ignorer les mutations politiques et sociales dont témoignait l'audience du mouvement animé par M. Lech Walesa. Des analystes comme Timothy Garton Ash reprocheront aux Allemands cette attitude conformiste et Monsieur Egon Bahr, qui fut l'un des inspirateurs de la politique du «changement par le rapprochement» confesse dans ses mémoires, «Zu meiner Zeit», que le SPD s'est fourvoyé en refusant systématiquement des contacts avec les représentants de *Solidarnosc*. Bingen partage ce sentiment et laisse entendre que la politique de stabilisation du régime polonais par le biais d'une aide économique et financière avait échoué au début des années 1980. Il fallait donc emprunter d'autres voies pour atteindre l'objectif que l'on s'était fixé tout en sachant que le succès de l'entreprise dépendrait surtout d'une modification de l'environnement international et plus particulièrement de la renonciation par l'Union soviétique à la doctrine de la souveraineté limitée des États membres de la «communauté socialiste». Le tournant sera pris en 1989 lorsqu'à la faveur de la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev un gouvernement non-communiste dirigé par M. Mazowiecki s'établira à Varsovie et que la faillite du régime de la RDA ouvrira les perspectives de l'unification allemande.

La politique suivie par le chancelier Kohl à partir de 1982 s'inscrira dans le prolongement de l'*Ostpolitik* de Willy Brandt dont les acquis ne seront pas remis en cause et le maintien de Hans Dietrich Genscher à la tête de l'*Auswärtiges Amt* attestera la continuité de la diplomatie allemande vis-à-vis des pays de l'Est. Mais les chrétiens-démocrates feront preuve d'une plus grande ouverture envers le mouvement *Solidarnosc* et acquerront la conviction que celui-ci ne voyait pas d'objection à l'unité allemande si l'intégrité territoriale de la Pologne était respectée. Se fondant sur le témoignage de l'ambassadeur Wilhelm Grewe, l'auteur considère que les partis conservateurs avaient fait depuis longtemps leur deuil de la perte des territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neiße et que la référence aux frontières de 1937 était purement rhétorique. Il n'en reste pas moins que le souci du chancelier Kohl de ménager les susceptibilités des expulsés et une approche juristiciste du règlement de la question des frontières pendant les négociations dites 2+4 provoqueront des irritations et susciteront des malentendus qui ne seront dissipés qu'à grand-peine. En revanche, on ne peut que souscrire aux conclusions de l'ouvrage de Bingen, lorsqu'il affirme que les traités bilatéraux

conclus par les deux parties, respectivement les 14 novembre 1990 et le 17 juin 1991, introduisent une césure radicale dans les relations germano-polonaises et sont prémonitoires d'une »communauté d'intérêts« qui pourrait servir de modèle pour l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne.

Jean KLEIN, Paris

Gregor SCHÖLLGEN, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, München (Beck) 1999, 248 S. (Beck'sche Reihe, 1291).

Gut 50 Jahre nach ihrer Entstehung erscheint die Bundesrepublik Deutschland in punkto Außenpolitik wie ein beispielloses Erfolgsmodell. Ihr endgültiger Verzicht auf nationalistische Übersteigerung und alle Großmachtträume wurde in den letzten Jahrzehnten mit der partnerschaftlichen, ja freundschaftlichen Integration in den Westen sowie einem hohen Ansehen in der ganzen Welt belohnt. Die Herstellung der deutschen Einheit im Oktober 1990 scheint geradezu wie eine Krönung dieses Erfolgs. Trotzdem oder gerade deswegen ist es wichtig, sich immer wieder zu vergegenwärtigen, daß diese Entwicklung 1949 keineswegs vorgezeichnet war und der Bundesrepublik in der Folgezeit auch schmerzliche Lern- und Umdenkungsprozesse nicht erspart blieben, um sich einem dauernd im Wandel begriffenen internationalen Umfeld anzupassen. Wer an den wesentlichen Fakten und Zäsuren dieses Prozesses interessiert ist und auf eine Diskussion der Forschung zum Thema verzichten kann, wird Schöllgens ebenso informativen wie konzisen Überblick zu schätzen wissen. Zunächst schildert der Autor in seiner Einleitung die Wiedergeburt des Auswärtigen Amts 1951 sowie die Beschränkungen, denen die auswärtigen Beziehungen des jungen westdeutschen Teilstaats damals wie auch noch weitgehend in den kommenden 40 Jahren unterlagen: dem selbstgewählten Provisoriumsvorbehalt, den alliierten Vorrechten und der strikten Westbindung. Die ereignisgeschichtliche Entwicklung der westdeutschen Außenpolitik verdeutlichen die sich anschließenden fünf chronologisch geordneten Kapitel: »Souveränität durch Integration« prägte die Jahre 1949 bis 1955, in denen das westalliierte Münderl seine weitgehende, wenn auch nicht vollständige Souveränität wiedererlangte und zum wichtigen Verbündeten der westlichen Siegermächte aufstieg. 1955 bis 1966 waren Jahre der »Etablierung im Westen«, welche die Bundesrepublik jedoch trotz oder gerade wegen der zeitweisen Zuspitzung des Kalten Krieges – Berlin-/Kuba-Krise – mit dem sich immer deutlicher artikulierenden westlichen Wunsch nach Entspannung und einem daraus resultierenden wachsenden Überdruß am deutschen Wunsch nach Wiedervereinigung als einem lästigen Hindernis für die Détente konfrontierte. Insofern war die »Öffnung nach Osten«, die für Schöllgen den Zeitraum 1966 bis 1975 prägte, ein notwendiger Befreiungsschlag der westdeutschen Außenpolitik, der deren internationale Handlungsfähigkeit wiederherstellte, weil er sie von einer unzeitgemäßen Selbstfesselung befreite.

Nachdem der Westbindung die angesichts der geographischen Lage der Bundesrepublik unabdingbaren Ostverbindungen gefolgt waren, dienten die Jahre 1975 bis 1989 der »Sicherung des Status quo«, was harmonischer klingt, als es tatsächlich war und auch Schöllgen es zutreffend darstellt: Den fraglichen Zeitraum prägten sowohl Interessendivergenzen und Abkopplungstendenzen in den transatlantischen Beziehungen, insbesondere in der Sicherheits- und Verteidigungspolitik, als auch das ost-westliche Ringen um sowjetische Raketenrüstung und NATO-Doppelbeschluß, das die Bundesrepublik zudem auf eine innenpolitische Zerreißprobe stellte. Überdies ging die weitere Konsolidierung Westdeutschlands in den Jahren zwischen der ersten KSZE-Konferenz in Helsinki und dem Fall der Berliner Mauer – allen anderslautenden Bekundungen zum Trotz – mit einer weiteren Verfestigung der deutschen Teilung einher, die Erich Honeckers Empfang in Bonn im September 1987 eindrucksvoll belegte. Um so überraschender war, daß die folgende Dekade eine gänzlich